

DEPARTEMENT DE L'ALLIER
ARRONDISSEMENT DE MONTLUCON
CANTON D'EBREUIL

COMMUNE DE NAVES

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL
De la COMMUNE de NAVES

L'an deux mille dix, le 11 décembre à 10h00,

Le Conseil Municipal de la Commune de NAVES régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle des délibérations.

La séance a été publique.

Conseillers en exercice : 10

Conseillers présents : Lionel BRUN, Martine CROCHET, Noëlle GABY, Christian GAGNIERE, Jean-Claude GEHIN, Angélique MANGOT MOSNIER, Maryse MICHEL, Daniel REBOUL, Jean Pierre ROGACKI, Jean François VIVIER

Secrétaire de Séance : Lionel BRUN

DCM 31 n°3 du 11/12 Concession autoroutière pour la mise à niveau de la RCEA dans le département de l'Allier

Mr le Maire donne lecture de la lettre du Président du Conseil Général, Mr Jean-Paul DUFREGNE, ainsi que de celle envoyée par ce dernier au Secrétaire d'Etat chargé des Transports, Mr Dominique BUSSEREAU, et concernant la mise à niveau de la RCEA dans sa traversée du département.

Mr le Maire donne lecture de la délibération jointe au courrier de Mr le Président du CG03, informant de la démarche du débat public sur le projet, et propose que le Conseil Municipal s'engage à mobiliser l'ensemble des citoyens de la commune pour s'exprimer auprès de la commission du débat public.

Le membres du Conseil Municipal approuvent, à l'unanimité des membres présents, et donnent pouvoir à Mr le Maire pour signer la délibération du CG03.

Fait à Naves, le 11 décembre 2010

Pour extrait certifié conforme,

Le maire, Jean-Pierre ROGACKI



COMMUNE DE NAVES

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL du 11 décembre 2010

Pour la mise à niveau de la Route Centre Europe Atlantique (RCEA) entre Montmarault (A71) et Macon (A6), l'Etat a engagé entre le 4 novembre 2010 et le 4 février 2011, une procédure de débat public. Les Réunions de travail engagées en 2009 et le 13 octobre 2010 au Conseil Général de l'Allier avec l'ensemble des communes concernées par les 90 km du tracé dans l'Allier, ont mis en évidence les enjeux suivants :

- Un trafic en forte évolution avec un taux annuel d'augmentation de plus de 5 %, correspondant au double de celui constaté sur les routes nationales et qui conduirait à la saturation de la voie en 2018 avec près de 24 000 véhicules par jour dont 7 500 poids lourds, si ce taux se maintenait.
- La mise en évidence d'un trafic d'évitement empruntant le réseau routier départemental par tous les usagers y compris par les poids lourds en transit qui fragilisent notre patrimoine routier et la sécurité des déplacements.
- Une accidentalité inacceptable qui place la RCEA parmi les 4 itinéraires nationaux les plus dangereux du projet de schéma national des infrastructures de transport. Entre 2005 et 2009 sur la liaison A71 - A6, on dénombre 174 accidents occasionnant 74 tués, 204 blessés graves et 119 blessés non hospitalisés.
- Un réel déficit pour le développement économique de notre département et plus généralement une attractivité du territoire pénalisée par les dysfonctionnements d'une route inadaptée aux exigences de déplacement (temps de parcours, aires de service et d'arrêt ...) et à la bonne irrigation des territoires traversés.

Informé de la démarche de débat public et fort de ce constat, le Conseil Municipal de NAVES réuni le 11. déc 2010 déclare :

- L'urgence de la réalisation de cette mise à niveau de RCEA sur l'ensemble de son tracé dans le département de l'Allier

- Son accord avec la procédure de concession pour réaliser cette mise à niveau dans les meilleurs délais, sachant que le parti d'aménagement retenu doit correspondre au maintien des échangeurs et à la gratuité pour les déplacements locaux. Cet engagement ne doit pas pénaliser les travaux des programmes d'aménagement prévus par l'Etat (PDMI, Programme de Développement et de Modernisation des Itinéraires 2010 - 2014).

- La nécessité de prévoir des aménagements de sécurité efficaces dans l'attente de la mise en service de cette route express à 2 x 2 voies et de poursuivre les travaux d'aménagement

Le Conseil Municipal s'engage à mobiliser l'ensemble des citoyens de son territoire pour s'exprimer auprès de la commission du débat public sur ce projet de mise à niveau de RCEA.

Le Maire, Jean Pierre ROGACKI

